

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **OCCITANIE PIERRE SARL - LIMEYRAT**

Lieu-dit Vayssière Saint Henri  
D820  
46000 Cahors

Références : DiPa/UbD 24-47/052/2026

Code AIOT : 0005203069

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement OCCITANIE PIERRE SARL - LIMEYRAT implanté Le Raysse, Les Clauds Longs, Les Grands Genévriers 24210 Limeyrat. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection généraliste produits chimiques

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCCITANIE PIERRE SARL - LIMEYRAT
- Le Raysse, Les Clauds Longs, Les Grands Genévriers 24210 Limeyrat

- Code AIOT : 0005203069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 7 janvier 2015 autorise l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pierre de construction calcaire sur le territoire de la commune de Limeyrat au bénéfice de la SARL OCCITANIE PIERRES pour une durée de 30 ans.

Les produits élaborés sur ce site sont principalement des blocs massifs de roche calcaire, débités par sciage, destinés aux ateliers de la société OCCITANIE PIERRES situés à Cahors (46). Une proportion relativement faible de matériaux de découverte est valorisée en tant que pierre à bâtir.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert.

La production annuelle maximale autorisée actuellement est de 12000 tonnes par an.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chimiques		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le stock de produits chimiques sur le site de la carrière est très limité : 2 fûts de graisse, quelques bombes de graisse et de peinture de chantiers.

Une seule non-conformité relative à l'accessibilité d'un extérieur a été constatée. L'inspection rappelle que tous les moyens de défense contre l'incendie doivent être facilement accessibles par le personnel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant dispose des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des différents produits chimiques stockés sur site. Les fiches sont disposées dans deux classeurs : un pour les bureaux et un pour la carrière. Les FDS sont disponibles sur simple demande des employés. Les FDS présentées le jour de l'inspection concernent : GNR, AdBlue, Graisse, Lubrifiant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>   Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

<b>Constats :</b>
Des rouleaux de papier absorbant sont disponibles à l'entrée de l'atelier, ainsi que des extincteurs. Il est compliqué d'atteindre l'extincteur qui est installé à l'entrée de l'atelier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est de la responsabilité de l'exploitant de laisser les extincteurs accessibles à tout moment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b>  Le bâtiment abritant la cuve GNR de 2500 litres positionnée au bout de l'atelier possède sa propre rétention. Les fûts de graisse (plus de 80% du mélange est constitué d'ingrédients biodégradables), sont déposés sur l'aire de rétention spécifiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une

même rétention.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il n'a pas été constaté la présence de produits pouvant être incompatibles et stockés sur une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les stocks de produits sur la carrière sont extrêmement limités, car l'entretien complet des engins est sous-traité. Les huiles et les graisses sont employées dès réception. Les huiles de vidange sont récupérées au fur et à mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite